

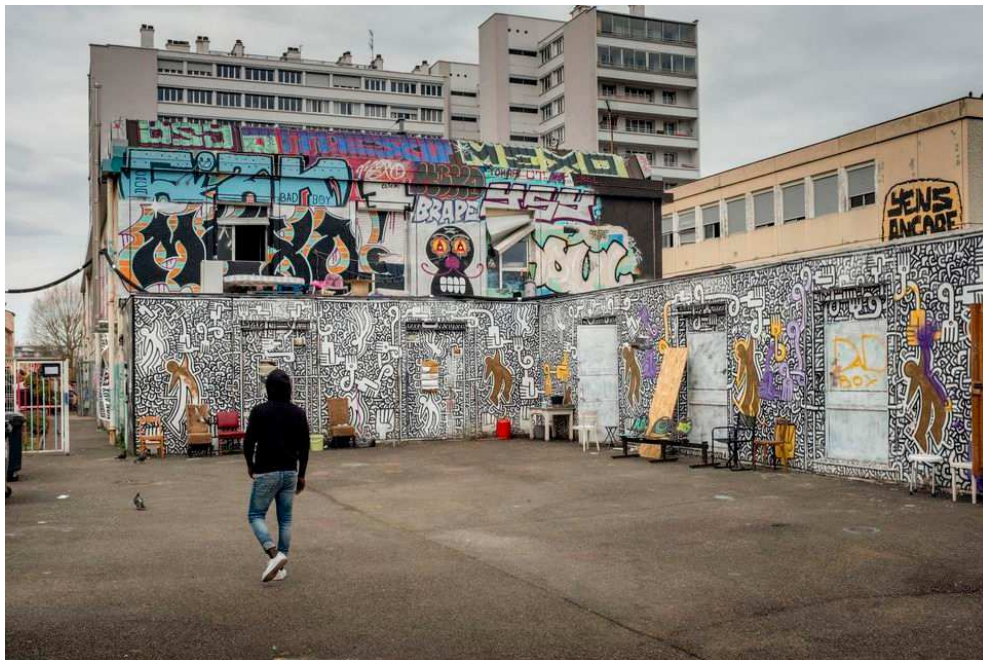
20200401 Libération

https://www.liberation.fr/france/2020/04/01/dans-notre-squat-a-25-par-chambre-si-un-cluster-se-developpe_1783794

Reportage

«Dans notre squat, à 25 par chambre, si un cluster se développe...»

Par [Maïté Darnault, correspondante à Lyon](#) — 1 avril 2020 à 12:47



Le squat Maurice-Scève à Lyon, où sont confinés plus de 300 demandeurs d'asile. Photo Bruno Amsellem pour Libération

Près de 350 hommes, demandeurs d'asile, sont confinés dans un ancien collège désaffecté, sur le plateau de la Croix-Rousse, à Lyon. Le squat Maurice-Scève a dû s'organiser dans l'urgence.

La machine à coudre ne restera pas longtemps dans sa housse. C'est l'un des nombreux dons qu'a reçus lundi le squat Maurice-Scève et qui devrait bientôt servir à confectionner des masques en tissu. Ils sont aujourd'hui près de 350 hommes, dans la vingtaine en majorité, originaires d'Afrique subsaharienne, à peupler cet ancien collège désaffecté, sur le plateau de la Croix-Rousse, à Lyon. Dans les dortoirs, installés dans les pièces les mieux isolées, faute de chauffage, les matelas ont été espacés au mieux, mais les préconisations pour lutter contre le coronavirus restent compliquées à appliquer. Les habitants se partagent huit douches, sans eau chaude, et quelques sanitaires. «A 25 par chambre, si un cluster se développe, ça va être catastrophique», souligne Nicole Smolski, médecin retraitée et membre du collectif de soutien du squat, qui regroupe exilés, militants et habitants du quartier.

L'assemblée générale hebdomadaire a été suspendue avec le confinement. Le «village» de Maurice-Scève a dû s'organiser dans l'urgence : *«On suivait ce qui se passait en Chine mais personne ne s'attendait à ce que ça aille aussi vite, chacun a pris ses responsabilités, on a mis en place des mesures»*, explique Ahmed (1), l'un des huit référents du lieu. Ce sont les piliers du squat, désignés pour faire respecter le règlement intérieur, arbitrer les éventuels conflits et veiller à ce que le grand ménage collectif du dimanche soit accompli.



Photo Bruno Amsellem pour Libération

Un stock de paracétamol

L'un d'eux supervise désormais la veille sanitaire. *«On a lui donné un thermomètre, il peut appeler les deux médecins du collectif pour une téléconsultation et en fonction de la situation, on peut adresser la personne à la structure la plus adaptée»*, explique Nicole Smolski. A la veille du confinement, une réunion, traduite en plusieurs langues et dialectes, a été organisée pour expliquer les gestes à adopter. Hormis le français, l'anglais, le bambara ou le malinké, nombre d'exilés parlent l'italien, pour être restés plusieurs mois dans la Botte après avoir survécu à la traversée de la Méditerranée depuis la Libye. Des membres du collectif ont acheté des distributeurs de savon et ont constitué un stock de paracétamol, confié au référent santé. Un cabinet de généralistes du quartier a également mis en place un protocole de téléconsultation en renfort.

Pour le moment, il n'y a eu que deux fausses alertes au Covid-19. Les soignants du collectif sont depuis en contact avec l'agence régionale de santé et le service d'infectiologie des Hospices civils de Lyon. *«On a une seule boîte de masques périmés, on les garde si jamais l'épidémie arrive, explique Nicole Smolski. Mais les jeunes respectent le confinement, ils sont vraiment conscients de l'importance que ça a pour la société.»* Ahmed, originaire de Guinée-Conakry et étudiant à Sciences-Po Lyon, abonde : *«J'ai vécu Ebola, ce ne sont pas les mêmes épidémies, mais le confinement, c'est pareil, tu es mis à l'écart, il y a la peur dans le ventre de l'attraper, c'est une maladie complexe, invisible, tu ne sais pas comment ça va se transmettre.»*

Ouvert en 2018, le squat Maurice-Scève met à l’abri des demandeurs d’asile dont la requête est à l’étude, des déboutés, des «mijeurs» – ces jeunes dont la minorité n’a pas été reconnue – sont en ce moment une trentaine à y vivre. Propriétaire du lieu, la métropole de Lyon a signé une promesse de vente du terrain à Vinci et plaidé au tribunal de grande instance de Lyon, en juillet dernier, l’«*expulsion immédiate et sans délai*» des squatteurs. En septembre, la justice a reporté leur départ au 24 septembre 2020, reconnaissant «*un nombre d’hébergements en structure officielle [...] notoirement insuffisant*». La métropole a fait appel de cette décision, mais l’audience prévue le 17 mars, au lendemain du confinement, a été annulée et reportée sine di



Photo Bruno Amsellem pour Libération

Le risque des porteurs sains

Avant que l’épidémie ne s’accélère en France, un diagnostic social avait été entamé à Maurice-Scève début mars : environ 200 jeunes ont eu un entretien avec les services de la préfecture du Rhône, pour instruire leurs demandes d’asile et leurs recours. Depuis le 26 mars, une quarantaine d’entre eux se sont vu proposer des hébergements institutionnels temporaires. La priorité du collectif reste le désengorgement du squat. «*Ceux qui peuvent être porteurs sains du coronavirus risquent de contaminer tout le collège, on alerte sur la nécessité d’un lieu de délestage pour les malades non graves*», souligne Nicole Smolski.

La préfecture du Rhône a ouvert le 30 mars deux accueils dans le département pour un total de 76 personnes précaires diagnostiquées positives. «*Mais on sait par nos contacts qu’ils n’ont pas le matos pour protéger les soignants là-bas*», souffle Nicole Smolski. Le 21 mars, Julien Denormandie, ministre de la Ville et du Logement, a annoncé l’ouverture pour les plus fragiles de 2 000 chambres d’hôtel sur tout le territoire. Le collectif Hébergement en danger comptabilise, lui, pour la seule métropole lyonnaise, jusqu’à 9 000 personnes à la rue, incluant les sans-abri et les exilés. Un chiffre auquel s’ajoutent désormais une centaine de personnes auparavant placées au centre de rétention administratif de Lyon-Saint-Exupéry, et libérées à la hâte depuis le 16 mars.

(1) Le prénom a été modifié.

[Maïté Darnault correspondante à Lyon](#)